

## POLITIQUE, COMMERCIAUX ET LITTÉRAIRES.

Volume 13. MONTREAL, VENDREDI 22 FEVRIER 1850. No. 45

### FRANCE.

DISCUSSION DU PROJET DE LOI DE L'ENSEIGNEMENT DANS L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Suite.

**M. Poujolat à la tribune.**—Messieurs, appelé par mon tour d'inscription à prendre la parole, je renonce à tout d'abord aux idées que j'avais l'espoir de développer, et jeme place uniquement en face du discours qui a terminé la séance d'hier, le discours que j'appellerai un mélodrame de tribune. (Approbation.— Murmures à gauche.)

**M. Bac.** Il vaut mieux que la comédie de la commission. (Bruit.)

**M. Poujolat.** Je me placerai en face de ce discours qui si audacieusement calomnie le clergé. Un autre, messieurs, eût mieux que moi rempli cette tâche; heureusement, dans une pareille question, je me sens une force inséparable, celle de la vérité. (Très-bien!— Bruit à gauche.)

J'ai noté de mon banc toutes les idées, toutes les assertions étranges de M. Victor Hugo à mesure qu'elles tombaient de cette tribune; je n'en laisserai passer aucune sans lui répondre. (Très-bien!—Oh! oh!)

Je ne dirai rien du système d'instruction gratuite à tous les degrés, préconisé par l'honorable M. Victor Hugo; il ne supporte pas l'examen.

Ce n'est pas la pensée d'un législateur; non, une pareille idée n'est autre chose que la fantaisie d'un roman politique. (Très-bien! très-bien!—Rumeurs à gauche.)

Dans une proposition qui consisterait à mettre à la charge de l'Etat l'instruction publique à tous les degrés, l'instruction de 36 millions d'âmes, que deviendrait le budget?

**M. Victor Hugo** a dit qu'il voulait la liberté et en même temps il a dit qu'il voulait que la France présentât un vaste réseau d'ateliers intellectuels. Vit-on jamais pareille contradiction? Dites-moi quelle place resterait à la liberté dans ce réseau réclamé par M. Victor Hugo? (Approbation.)

**A gauche:** Nous ne comprenons pas.

**A droite:** Très-bien! très-bien! (Rires.)

**M. Poujolat.** Il en résulterait un véritable communisme de l'enseignement, et nous devrions les ateliers nationaux de l'instruction publique. (Rires et approbation.)

**M. Victor Hugo** demande le retour de ce qu'il appelle l'antique séparation de l'Eglise et de l'Etat.

A quoi sert, je le demande, la renommée qu'on a acquise comme homme de lettres, si les premiers éléments de l'histoire vous sont aussi peu familiers?

Dans quels livres, à quelles sources l'honorable M. Victor Hugo n'a-t-il donc puisé?

Avant 93, est-ce qu'il n'y avait pas en France un enseignement religieux?

Une voix: Voltaire est sorti de Jésuites. (Rumeurs diverses.)

**M. Poujolat.**—L'honorable orateur demande qu'on revienne à cette antique séparation. Mais est-ce que, dans les temps anciens, l'Eglise et l'Etat étaient séparés?

Non, ils vivaient et marchaient ensemble.

Et le pouvoir spirituel n'avait pas à manifester de crainte, à demander sa séparation de l'Etat; car alors il y avait à la tête de l'Etat un roi très-chrétien. (Approbation.)

L'idée de séparer l'Eglise de l'Etat n'est

venue au clergé que depuis la Révolution; cette idée de séparation ne s'est produite que de notre temps.

L'orateur a commencé par nous parler du dogme de la divinité et de la vic future. A ce moment il a mérité les applaudissements du côté droit, et il en a reçu des témoignages sympathiques; mais cela n'a pas duré.

Pour mon compte, je n'ai pas accepté la distinction qu'il a voulu établir entre l'Eglise et le parti clérical.

Malgré ses efforts, toutes les paroles dans sa bouche désignent bien l'Eglise, et tout cela nous reportait au temps des plus misérables attaques contre l'Eglise. (Très-bien! très-bien!)

Il y a vingt ans on disait le parti-prêtre; il paraît qu'aujourd'hui on voudrait dire le parti clérical.

**M. Victor Hugo,** en parlant de ce qu'il appelle ce parti, a dit qu'il s'était opposé à tous les progrès. Eh bien, je vais vous dire, moi, ce qu'il fait! (Ecoutez!)

Il a pris la France à l'état de barbarie, et il l'a élevée au premier rang des Etats civilisés; il a défriché la moitié de l'Europe; il a fondé toutes les Universités de l'Occident; c'est à lui qu'on doit les chefs-d'œuvre de Rome que le monde entier admire. Il a étendu son action bienfaisante et civilisatrice dans la Perse, dans les Indes, dans la Chine et jusqu'en Japon. Il a apporté la lumière dans l'obscurité profonde des siècles passés. On lui doit la plupart des grandes découvertes, la poudre à canon, la boussole. (Bruit et rires ironiques à gauche. Approbation.)

A toutes les époques, vous ne voyez dans ses mains que des livres usés par de profondes études. (Mouvement.)

Il a été, enfin, le gardien et le sauveur des lettres sans lesquelles vous n'auriez pas pu arranger ces mots par lesquels vous l'avez insulté hier à cette tribune. (Vive approbation. Sensation prolongée.)

Vous demandez ce qu'ont fait de l'Italie les hommes que vous attaquez? Vous n'y voyez qu'un foyer d'obscurantisme!... Ces hommes sur lesquels vous avez versé l'outrage d'un sobriquet, n'osant pas nommer l'Eglise, ces hommes, sur lesquels vous avez versé l'outrage d'un sobriquet, n'osant pas nommer l'Eglise, ces hommes ont empêché que l'Italie ne fût perdue comme a été perdue la Grèce, en plaçant dans son sein le siège d'une puissance qui s'étend d'un bout de l'univers à l'autre.

Ces hommes que vous outragez ont donné l'hospitalité aux savants de l'ancienne Grèce. Ils ont conservé tous ces monuments qui portent l'empreinte du génie. Il se peut que l'Italie, avec ses vingt-cinq siècles derrière elle, réclame aujourd'hui le droit de se reposer, mais elle n'en garde pas moins une grande empreinte, quelle soit à la protection permanente du génie catholique.

L'Italie chrétienne n'a pas paru misérable et laide à tout le monde; un écrivain du dernier siècle, Barthélemy, voulait d'abord conduire son héros Anacharsis dans l'Italie des Papes, au seizième siècle. Permettez-moi de lire la page dans laquelle il expose sa première pensée...

**M. Adault.**—A la question! l'Italie n'est pas la question.

**M. le Président.**—C'est autant la question

que l'Espagne de M. Victor Hugo. (Rires généraux.)

**M. Poujolat.**—donne lecture d'un tableau de l'Italie au seizième siècle, tracé par Barthélemy, et il continue: Ce tableau ne donne pas à coup sûr l'idée d'un pays abruti par le parti clérical.

L'Espagne excite aussi la pitié de M. Victor Hugo. Savez-vous ce qu'il fait en Espagne la sacristie, comme vous dites?

Elle a fondé la grande nation catholique, et pour cela elle a lutté pendant des siècles contre la barbarie et cette lutte n'a pas été sans gloire.

On vous a parlé de l'inquisition. Mais la religion n'est pas responsable des passions humaines.

L'inquisition a été le crime de la politique servant de la religion pour mieux arriver à ses fins. (Rumeurs diverses.)

Si je voulais aller au fond des choses, je vous expliquerais les véritables causes des violences de l'inquisition.

**A gauche:** Parlez! parlez!

**M. Poujolat.**—A cette époque, en Espagne l'intérêt politique et l'intérêt catholique étaient liés l'un à l'autre. Les hérésies étaient ce que vous appelleriez aujourd'hui des factions.

Le gouvernement espagnol ayant à lutter contre des menaces de guerre civile, se défendait par la violence, à peu près comme en France la Convention allait jusqu'aux plus déplorables excès, sous prétexte de défendre l'unité nationale. (Mouvement prolongé.)

Vous voulez donc qu'on supprime la religion, parce que les passions humaines en ont abusé. Si, sous ce prétexte, il fallait supprimer tout ce dont on a abusé, que resterait-il donc sur la terre? (Interruption.)

**M. Bac.**—Personne n'attaque la religion. C'est au parti clérical que nous nous en prenons. L'Eglise appartient à tout le monde; elle est notre gloire comme la vôtre.

**M. le Président.**—Il faudrait pourtant mettre un terme à ces interruptions.

**M. Poujolat.**—M. Victor Hugo a prononcé ici des noms que les factions religieuses ont exploités depuis longtemps. M. Victor Hugo n'a pas voulu laisser de côté un seul des lieux communs des déclamations anti-catholiques. (Très-bien! très-bien!) Il a cru frapper un grand coup, en disant que les manuscrits de Galilée étaient à la bibliothèque vaticane sous le sceau de l'index. Où a-t-il vu cela? qui lui a dit cela?

J'ignore si l'orateur a jamais porté ses pas vers la ville éternelle; j'en doute. Il lui en serait resté un souvenir qui le forcerait au respect. Eh bien! moi, deux fois j'ai en le bonheur d'aller à Rome. J'ai visité la bibliothèque vaticane. Je me suis enquis des manuscrits de Galilée clos sous les scellés de l'index.

Les manuscrits de Galilée ne sont pas à Rome, mais à Florence; c'est là qu'on conserve les manuscrits de Galilée. (Rires.) Je les ai vus dans la bibliothèque florentine, et tous les amis des lettres peuvent en recevoir communication, quand même ils n'appartiendraient pas au parti clérical. [Hilarité.]

**M. Victor Hugo** vous a fait un conte au dépourvu de l'Eglise, ou, s'il le veut, au dépourvu du parti clérical. Si je vous donnais des détails, vous verriez que l'opposition religieuse faite à Galilée et à Copernic a été singulièrement exagérée ou dénaturée. Le Pape Ur-

bain VIII commença par célébrer en vers les découvertes astronomiques de Galilée.

**A gauche:** A la question!

**M. le Président.**—C'est une réponse très-directe à un discours indirect. [Rires.]

**M. Poujolat.**—Je me rappelle avoir lu dans Barthélemy qu'il surprit un prêtre romain écrivant à des moines de Calabre pour leur recommander de ne pas troubler les cendres de Copernic. Pour un membre du parti clérical, voilà qui n'est pas trop sauvage! (Rires.) Et Gossendi, cet autre membre du parti clérical (On rit), vous a parfaitement démontré que prêtre et science pouvaient marcher de concert. (Très-bien! très-bien!)

Hier, quand vos interruptions indignées repoussaient la parole de M. Victor Hugo, il vous disait: Vous serais-je suspect... et vous lui répondiez par un élan unanime: Oui! oui! A gauche: Ce n'était pas poli.

**A droite:** Mais, c'était vrai.

**M. Poujolat.**—Il y a sur les bancs de la majorité des hommes qui ont serré autrefois fraternellement la main de M. Victor Hugo et qui font deux parts dans sa vie.

La deuxième part ne ressemble guère à la première. M. Victor Hugo a rappelé son dévouement aux barricades de Juin. L'Assemblée Constituante tout entière a fait son devoir alors. Mais le certificat de représentant courageux n'est pas un certificat de foi religieuse. A la fin de son discours M. Victor Hugo a couvert de sa vénération l'Eglise et la religion.

Qu'il me permette de lui dire, malgré tout mon respect pour son talent dont il a fait quel quefois un bien triste usage... (Oui! oui!)

Qu'il me permette de lui dire que l'Eglise n'a pas besoin qu'il l'approuve. (Très-bien! Qu'elle a subi des attaques plus terribles que les siennes (on rit); qu'elle a vu passer bien des philosophes, bien des gouvernements, et que les outrages qu'on a dirigés contre elle ont été comme la pierre et le caillou au bas de la montagne. (Interruption.)

Mais l'Eglise réserve à M. Victor Hugo son pardon lorsque, plus éclairé et plus digne de lui-même (mouvement), il reviendra aux lois des éternelles vérités!

**M. Bourzat.**—Amen!

**A droite:** C'est pitoyable!

**M. Poujolat.**—Depuis vingt mois, les parties honorées s'étaient donné la main pour restituer sa force à l'Eglise, et c'est dans ce moment, c'est dans une situation comme la nôtre que M. Victor Hugo vient débiter à cette tribune des doctrines que je ne qualifierai pas.

Il disait hier que le dix-neuvième siècle n'était pas avec nous. Il s'est trompé. Le dix-huitième siècle a détruit, le nôtre est appelé à reconstruire. Je sais que nous passerons par des épreuves difficiles; mais je sais aussi, et j'en crois le patriotisme religieux de la France, je crois que le dix-neuvième siècle a une grande mission à remplir. Le dix-neuvième siècle, pour être sauveur, sera religieux. (Sensation.) Qui nous voulons arrêter la France, mais au bord de l'abîme. (Mouvement.)

Je me proposais de n'appuyer le projet de loi que sous quelques réserves et en indiquant des améliorations désirables. Cette loi ne me paraît pas en effet réaliser la liberté véritable de l'enseignement; car je ne crois pas qu'il puisse y avoir de liberté sans séparation com-

plète de l'enseignement public et de l'enseignement privé. Mais depuis que je vois comment le parti révolutionnaire accueille le projet, je suis décidé à le voter sans aucune réserve. (Rires et marques d'approbation.)

L'honorable membre, en retournant à sa place, reçoit les nombreuses félicitations de ses collègues.

**M. Pascal Duprat.**—J'entre en matière. L'enseignement doit être libre. La Constitution le proclame après le Charte. Je suis partisan de la liberté d'enseignement, non pas seulement au nom de tous les intérêts moraux qu'on a invoqués, mais aussi au nom de l'enfance, cette chose sainte, comme disait l'antiquité.

Au premier plan, je veux l'enseignement primaire; au dessus, deux enseignements parallèles, l'enseignement technique, industriel ou commercial, et l'enseignement littéraire et scientifique, qui aboutissent eux-mêmes à l'enseignement plus vaste des facultés.

Maintenant, quel sera dans le domaine de l'enseignement la part de l'Etat? La question est délicate et elle se complique des souvenirs du passé qui nous valent de fréquents anachronismes. Vous savez que de part et d'autre, de ce côté celui-ci, comme celui-là, des hommes se sont fait de la puissance de l'Etat une idée exagérée. On aurait dû se rappeler que l'Etat ne doit être que le distributeur de la justice.

A ce point de vue, il en est de l'enseignement comme du commerce, comme de l'industrie.

Seulement, en dehors de ce devoir de distribuer la justice, l'Etat doit répondre au besoin des circonstances; en ce qui concerne l'enseignement il doit se demander si les générations nouvelles auront la connaissance de leurs devoirs. Et puis, au dehors, il lui faut des hommes qui représentent ses idées et ses intérêts: cela est tellement vrai que dans tous les Etats, quelle que soit la forme de leur gouvernement, il y a des écoles spéciales.

Voilà donc deux motifs qui légitiment l'intervention de l'Etat dans l'enseignement. Il y a à cette intervention un autre motif, surtout de nos jours. Dans l'éparpillement que l'individualisme a fait au sein de notre société démocratique, qui donc protégerait les grands intérêts de l'art et de la science, ces forces morales qui contribuent tant à la grandeur des Etats? Sans doute, je suis fier de la richesse et de la gloire de la France; mais je me sens plus fier encore de l'éclat que les lettres et les sciences ont jeté sur mon pays. (Très-bien!)

Ces intérêts étant satisfaits, l'Etat doit-il tout soumettre à sa règle, doit-il tout concentrer dans sa main? Non, il faut qu'à côté de l'enseignement public il y ait, je ne dirai pas de écoles libres, car je veux que les écoles publiques soient libres aussi, il faut qu'il y ait d'autres écoles. Et cela, je le demande, non pas seulement au nom de la liberté et de la dignité humaine, mais au nom même de l'Etat qui y trouvera son compte.

Beaucoup de vous, messieurs, ont vu les universités allemandes; voilà mon idéal! A l'université de Munich, on enseigne tout et librement. Suivons ce grand exemple; organisons des facultés indépendantes; c'est là le véritable foyer de la liberté de l'enseignement. En Allemagne, dans les pays les plus

### FUEILLETON.

#### Un Missionnaire en Canada.

1642—1146.

Suite.

«Je puis vous assurer qu'il n'y a pas de royaume plus heureux dans l'Europe entière, c'est-à-dire dans cette contrée du monde, la seule presque où abonde tout ce qui peut rendre heureux, s'il y a un véritable bonheur sur cette terre. On voit là la science des choses célestes, et des choses terrestres, tous les beaux arts, des villes illustres, des vêtements riches et éclatants, de somptueux édifices publics, et les magnifiques habitations des Seigneurs; la civilité, la courtoisie, les bonnes manières, et ce qui surpasse tout le reste, la connaissance du Souverain Seigneur, créateur du soleil et des astres, qu'on y respecte et qu'on y honore.

«Vous pouvez vous convaincre de tout cela par vous-même; si, ce qui est facile, vous allez en France après que la paix aura été conclue et confirmée. A peine aurez-vous mis pied à terre, que vous serez surpris de voir tant d'habitations, et vous direz comme votre compatriote, qui, à notre grand regret, est mort il y a quelques années à Paris: en France on ne voit que des villes.

«N'est-il pas préférable de vivre en paix avec une nation si puissante et si illustre, plutôt qu'être en guerre continuelle avec ceux

de ses enfants, qui viennent de temps en temps visiter vos rivages. Vous leur faites du tort, je le sais; mais comme le caillou fait tort au caillou. En les perdant vous vous perdez vous-mêmes.

«Quoiqu'ils puissent facilement se passer de vous, cependant ils ont reçu avec un grand plaisir vos envoyés, et ils les ont très-bien traités. Ils sont là pour confirmer la vérité de mes paroles. Je ne doute pas qu'ils ne vous aient déjà fait connaître la douceur des Français, et par quels témoignages de bienveillance ceux-ci se sont efforcés de gagner leur affection.

«Le feu du conseil, Agniers, et un feu ardent, est maintenant allumé aux Trois-Rivières. Les maisons des Français sont ouvertes, les tables sont dressées, et depuis que vous avez rejeté avec indignation les chevaliers des Algonquins, nos alliés depuis longtemps, que les Sokokois (1) vous avaient présentés, les Français, les Montagnais et les Algonquins sont convaincus qu'aucune ruse, aucune artifice ne pourra désormais rompre l'alliance, qui commence si heureusement aujourd'hui.

«Pour la rendre plus étroite encore, les Français vous demandent de donner la liberté au jeune captif de leur nation, qui est depuis

(1) Les Sokokois avaient subitement pris les armes contre les Algonquins; ils voulurent en faisant entrer les Iroquois dans leur haine, empêcher la conclusion de la paix; mais ceux-ci les repoussèrent avec mépris, et renvoyèrent leurs députés sans vouloir accepter leurs présents.

longtemps entre vos mains, et les Hurons celle de Thérèse, leur compatriote.

«Les Algonquins, qui ignorent votre langue, me chargent de vous dire en leur nom, qu'ils avaient plusieurs présents à vous offrir, en partant des Trois-Rivières, mais la difficulté du chemin les a forcés d'en cacher une partie sur la route. On voudrait donner dans l'occasion à tel certain, et vos députés en sont les témoins, qu'un des deux jeunes gens, chargés de cette commission, s'est blessé grièvement, de telle sorte que non seulement il ne pouvait pas porter un fardeau, mais qu'il était même presque incapable de marcher.

«La harangue du missionnaire fut écoutée avec la plus grande attention, et ses présents furent accueillis avec reconnaissance.

«Les Iroquois donnèrent leur réponse dans une autre assemblée publique. Ils exaltèrent surtout le courage et l'habileté des Français.

«En parlant sur les épaules du jeune Français captif, un collier de 2000 grains de porcelaine, l'orateur ajouta: «voilà le lien, qui le tenait prisonnier. Prends ton frère et sa chaîne, et fais-en ce qui plaira à Onontio.»

«La famille du Loup, dont le Missionnaire avait reconnu la bonté envers lui, en lui donnant un collier de 3000 grains de porcelaine, fit son présent à part. Il consistait en 36 branches de porcelaine.

«Le Français lui dit l'orateur de cette tribu, toujours chez nous, des cœurs amis, et une demeure prête; et toi, Ondsontou, tu auras toujours la natte pour te coucher; et un feu pour te réchauffer.»

«Le Missionnaire profita adroitement de la présence de quelques Iroquois de la nation des Onontagués la plus puissante des nations iroquoises, pour leur faire un présent qu'ils devaient porter à leurs capitaines, au nom des Français. On vit plus tard les heureux fruits de cette démarche. C'est dans ce canton sur les bords du lac Gannenta, aujourd'hui Onondaga lac, que se fit, quelques années après le premier établissement français.

«Le P. Jogues ne perdit pas de vue les intérêts de la foi, tout en remplissant ses fonctions d'ambassadeur. Il visita les captifs chrétiens, et baptisa plusieurs enfants moribonds.

«Le 16 juin, il se remit en route pour venir rendre compte de sa mission au Gouverneur Français, et disposer tout pour un établissement stable. [1]

«Les nombreuses nouvelles rapportées par le Missionnaire, répandirent la joie dans tous les cœurs. Pour lui il ne songeait plus qu'à continuer un œuvre commencé sous de si consolants auspices. Il voyait par avance le moment où ces peuples allaient se ranger sous l'étendard de la foi, et devenir un jour de ses gloires après avoir été ses plus constants ennemis. Quel bonheur il goûta à penser qu'il allait

(1) Il existait dans les archives du Collège des Jésuites à Québec, une relation de cet ambassadeur, écrite par le Missionnaire lui-même. Elle a malheureusement disparu, depuis que les archives ont été déposées au Greffe, après la mort du Père Gazot en 1800.

compter parmi ses enfants ceux qui avaient été ses bourreaux!

Mais Dieu, toujours impénétrable dans les dispositions de la Providence, voulut de lui un autre témoignage que celui de sa prédication, il allait lui demander celui de son sang et de sa vie.

«Des bruits de rupture avec les Iroquois, suspendirent un instant l'exécution du projet confié au P. Jogues. Au moment de son départ de chez ce peuple, il avait déjà aperçu quelques germes de soupçon et de méfiance. Il avait laissé en dépôt chez son hôte, un petit coffre, où se trouvaient quelques objets de première nécessité, qu'il ne voulait pas avoir la peine de rapporter avec lui. C'était comme le gage de son prochain retour. Pour dissiper toute crainte, il l'avait ouvert devant les Sauvages; et leur avait montré tout ce qu'il contenait; mais la vérité la plus éclatante ne billa pas encore assez pour des esprits grossiers, et surtout pour des cœurs prévenus.

«Les Sauvages naturellement méfiants, se perdirent en conjectures sur l'usage de ce coffre, qu'ils croyaient mystérieux. Leur imagination se créa des monstres, et bientôt ils le regardèrent comme un moyen secret de causer leur ruine. La maladie qui régna dans le canton, après le départ du Missionnaire, et les vers qui détruisirent, cette année-là, leur moisson, les confirmèrent dans leurs soupçons, et passèrent pour le résultat magique de quelque sortilège. Leurs craintes allèrent si loin qu'ils ne voulurent pas conserver au milieu